

Conseil d'Administration du 12 avril 2013
Commission des finances du 5 avril 2013

DBM 1

Table des matières

<i>Conseil d'Administration du 12 avril 2013</i>	1
<i>DBM 1</i>	1
1- Les reports	2
1-1- Report de crédits de programmes du patrimoine	2
Tableau 1-a : les opérations pluriannuelles de constructions et travaux.....	1
Tableau 1-b : les opérations de mise en sécurité et de grosse maintenance.....	2
1-2- Report de conventions de recherche	3
Tableau 2 : reports des conventions de RA	4
Tableau 3 : reports des conventions de recherche hors RA	4
2- Le complément de dotation	5
3- Les produits constatés d'avance	6
Tableau 4 : produits constatés d'avance	6
4- La DBM 1 de 2013	7
4-1 récapitulatif de la DBM 1	7
Tableau 5 : Récapitulatif de la DBM	7
4-2 Réactualisation du budget de l'exercice 2013	7
Tableau 6 : Réactualisation du compte de résultat prévisionnel et du tableau de financement abrégé.....	8
Tableau 7 Réactualisation de la présentation des dépenses.....	9
Tableau 8 Réactualisation de la présentation des recettes.....	10

Cette DBM propose des reports de crédits liés à des programmes et des opérations pluriannuelles et à des contrats de recherche, conformément au décret 2008- 618 du 27 juin qui précise que les seuls reports possibles sont les contrats de recherche pluriannuels en cours et tout ou partie des crédits relatifs aux tranches annuelles non exécutées des programmes pluriannuels d'investissement.

L'ouverture d'un complément de dotation suite à la notification ministérielle du 26 février 2013.

L'installation des crédits issus des produits constatés d'avance (PCA)

1- Les reports

1-1- Report de crédits de programmes du patrimoine

Les opérations d'investissement concernant le patrimoine sont pluriannuelles. Elles peuvent être de construction ou de gros travaux de maintenance ou de sécurité.

Ces opérations ont été incluses dans des programmes annuels d'investissement et ont été présentées au vote du CA avec le budget 2013.

Ces programmes ont été actualisés et sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 1-a : les opérations pluriannuelles de constructions et travaux

Objet de l'opération	Coût de l'opération	Financements		les encaissements	dépenses antérieures	Echéancier								
						Total ouverture de crédits jusqu'en 2012	dépenses jusque 2012	report 2013	ouverture 2013	Total ouverture de crédits en 2013	ouverture 2014	ouverture 2015	ouverture 2016	
C3 hall pilote recherche chimie	3 300 000,00	CPER	1 700 000,00	1 545 011,00	138 014,75	3 300 000,00	3 291 156,97	8 843,03	0,00	8 843,03				
		Feder	1 600 000,00											
Restructuration de la chimie	10 000 000,00	CPER	10 000 000,00	414 685,25	386 647,87	800 000,00		800 000,00	0,00	800 000,00	5 150 000,00	4 050 000,00		
Boucle haute tension	5 700 000,00	CPER	5 700 000,00	120 000,00	109 457,92	4 300 000,00	3 263 157,83	1 036 842,17	150 000,00	1 186 842,17	1 250 000,00			
Création d'une BU provisoire	1 200 000,00	CPER	1 200 000,00		7 636,87	1 200 000,00	702 211,93	497 788,07	0,00	497 788,07				
opérations plan campus														
LML extension	3 000 000,00	CPER Etat	1 000 000,00			200 000,00	90,00	199 910,00	750 000,00	949 910,00	50 000,00			
		CPER région	500 000,00								500 000,00			
		FEDER	1 500 000,00								1 500 000,00			
Extension des serres	2 000 000,00	CPER ETAT	2 000 000,00			200 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	1 000 000,00	800 000,00		
résidence reeflex	1 000 000,00	propre	1 000 000,00								1 000 000,00			
garage à velo	41 000,00	propre	41 000,00	41 000,00		41 000,00	0,00	41 000,00	0,00	41 000,00				
Opérations diverses	440 000,00	propre	440 000,00	440 000,00		116 097,09	87 745,61	28 351,48		28 351,48				
								2 612 734,75	1 100 000,00	3 712 734,75	10 450 000,00	4 850 000,00		
Besoin de financement pour l'année N						3 712 735								
Besoin de financement pour l'année N+1						10 450 000								
Besoin de financement pour l'année N+2						4 850 000								

Tableau 1-b : les opérations de mise en sécurité et de grosse maintenance

Objet de de l'opération	Coût des opérations de 2009 à 2012	Financements		les encaissements	Echéancier						
					dépenses 2009	dépenses 2010	dépenses 2011	dépenses 2012	report proposé	ouverture 2013 à définir	Total de l'autorisation de dépenses 2013
travaux de mise en sécurité et de grosse maintenance	8 777 174,18	Men	8 777 174,18	8 777 174,18	2 274 002,43	4 199 626,13	873 941,68	141 136,41	1 288 467,53		1 288 467,53
	8 777 174,18	0,00	8 777 174,18	8 777 174,18	2 274 002,43	4 199 626,13	873 941,68	141 136,41	1 288 467,53	0,00	1 288 467,53

Besoin de financement pour l'année N	1 288 468
Besoin de financement pour l'année N+1	2 000 000
Besoin de financement pour l'année N+2	2 000 000

Le financement de ces opérations est assuré principalement par des crédits de l'Etat, soit dans le cadre du CPER pour le hall pilote, la restructuration de la chimie ou la boucle haute tension ou sur les dotations d'investissement de l'Etat pour des opérations diverses comme la création d'une BU provisoire ou les gros travaux de mise en sécurité.

Des opérations peuvent être financées par d'autres crédits provenant de financeurs divers comme le FEDER pour le hall pilote ou le CNRS pour les serres ou encore par des ressources propres sur décisions de prélèvement sur fonds de roulement dans des exercices antérieurs comme pour la MDE ou la résidence Reeflex.

Les reports proposés sont nécessaires pour l'exercice 2013 afin d'honorer les engagements antérieurs comme la boucle haute tension ou la création d'une BU provisoire. Le report proposé est de 3 901 202,28€ (2 612 734,75€ de report de construction + 1 288 467,53€ de report de travaux de sécurité)

1-2- Report de conventions de recherche.

Les conventions de Ressources affectées sont des conventions de recherche financées ou cofinancées par la Région, le FEDER ou d'autres organismes et qui répondent à un projet défini, pluriannuel, mais limité dans temps. Ces conventions sont gérées selon la règle des ressources affectées¹. Elles sont préfinancées par l'université car leur paiement par les financeurs est conditionné à la remise de rapports scientifiques et financiers. Aussi il est très important que les paiements de ces opérations soient obtenus le plus rapidement possible, car si l'impact sur le résultat de l'exercice est nul

(recettes émises = dépenses constatées), l'impact sur la trésorerie de l'établissement est important.

Le report des conventions de ce type est automatique et vient impacter directement le budget. Ces crédits ne sont donc pas inscrits en DBM et présentés au vote du CA, toutefois le conseil doit être informé de l'ouverture de ces conventions. Ces crédits s'impactant directement dans le budget, ils sont intégrés dans le compte de

¹ La procédure des ressources affectées est strictement encadrée. Cette procédure s'applique si trois conditions sont réunies, il doit y avoir un contrat ou une convention, le paiement de la participation du financeur est subordonnée à la remise d'un rapport scientifique et de justificatifs financiers et les crédits ne sont attribués définitivement qu'après vérification par le financeur du respect des clauses de la convention.

La procédure comptable des ressources affectées est spécifique, les recettes sont constatées en une seule fois en fin d'exercice et sont égales au montant des dépenses du même exercice. Les crédits non dépensés sont reportables en intégralité jusqu'à la fin du contrat.

résultat et le tableau de financement abrégé modifié par la DBM, ainsi que dans la répartition des charges et des produits par chapitre

Tableau 2 : reports des conventions de RA

	fonctionnement	investissement	Total
Institut de recherche Pluridisciplinaire en sciences de l'environnement IREPSE	836 130,00	417 326,88	1 253 456,88
Institut chevreul Institut des molécules et de la matière condensée	355 470,20	203 922,62	559 392,82
Institut de recherche pluridisciplinaire biologie et biotechnologie IRPBB	263 475,46	19 460,15	282 935,61
Institut de recherche sur les composants, logiciels et matériels pour l'information et la communication avancée	421 154,93	216 278,67	637 433,60
Laboratoire painlevé	147 041,02	9 587,38	156 628,40
LML	136 524,62	621 345,97	757 870,59
PHLAM	60 192,43	121 437,56	181 629,99
SHS	134 384,39	10 833,15	145 217,54
PRODOC	51 826,08		51 826,08
Muscle et santé	79 687,51	1,20	79 688,71
NOROPALE	25 327,67		25 327,67
	2 511 214,31	1 620 193,58	4 131 407,89

Les autres reports de conventions de recherche

Tableau 3 : reports des conventions de recherche hors RA

	fonctionnement	investissement	Total
crédits NOROPALE non traités en RA	151 147,49		151 147,49
crédits de remise en état d'un laboratoire après sinistre (MAIF)		300 342,88	300 342,88
	151 147,49	300 342,88	451 490,37

2- Le complément de dotation

Le ministère a communiqué aux universités leurs crédits au titre de 2013, en décembre. Cette notification n'était pas suffisamment détaillée et il était difficile d'apprécier l'évolution réelle de nos crédits.

La notification détaillée a été communiquée le 26 février 2013. Elle fait apparaître une réserve de précaution de 565 642€ et une contribution au redressement des fonds publics de 878 204€, soit un total de 1 443 846€.

A. Les crédits de fonctionnement évoluent de la façon suivante :

	dotation 2012	dotation 2013	BP 2013
Dotation de Etat	19 767 037,00	19 767 037,00	
réserve de précaution	- 945 513,00	- 565 642,00	
contribution au redressement des comptes publics	0	- 878 204,00	
total fonctionnement	18 821 524,00	18 323 191,00	17 394 993,00

Les crédits de fonctionnement sont relativement stables mais en diminution après les prélèvements de la réserve de précaution et de la contribution au redressement des comptes publics.

Il n'y avait pas de crédits inscrits pour la grosse maintenance et la sécurité dans le budget primitif. Rappelons que la dotation de l'Etat s'était élevé à 2 200 000€ en 2011, à 900 000€ en 2012 (200 000€ pour des actions fléchées d'accessibilité des personnes en situation de handicap + 700 000€ alloués en fin d'année et qui ont fait l'objet de la DBM 3). Il n'y a pour l'instant aucune annonce que des crédits de grosse maintenance et sécurité soient attribués. Il y a cependant urgence à engager des travaux.

Il est donc proposé d'ouvrir dans la DBM1 la somme de 928 198€ en crédits dédiés aux gros travaux de maintenance et de sécurité.

B. Quant à la masse salariale Etat, son estimation, faite au BP, tenait compte de l'incidence des décisions nationales telles que l'augmentation du taux CAS Pension Civile des fonctionnaires (passant de 68,92 % à 74,6 %), évolution et transfert des allocations chômage et mise en œuvre de la loi Sauvadet, augmentation du SMIC et rehaussement de l'indice minimum de la fonction publique.

La prévision au BP était de 149 368 770€ et la notification de dotation est de 149 524 525€

Une analyse détaillée de l'évolution de la masse salariale et de sa structure sera présentée ultérieurement au conseil. Les modifications éventuelles feront l'objet d'une DBM 2.

3- Les produits constatés d'avance

Si tous les produits doivent être enregistrés au fur et à mesure de leur naissance, certains d'entre eux peuvent être imputables à des exercices ultérieurs.

Le titre est donc émis pour sa totalité dans l'année N. A la fin de l'exercice une écriture comptable permet de modifier le produit en année N et d'inscrire en année N+1 le montant de la quote part de la recette à affecter à l'année N+1.

Cette opération est tracée budgétairement par l'ouverture des crédits correspondants

Tableau 4 : produits constatés d'avance

Produits Constatés d'Avance		
Fonctionnement	Investissement	Total
		0,00
5 605,36		5 605,36
		0,00
841 406,57		841 406,57
65 880,67	20 000,00	85 880,67
912 892,60	20 000,00	932 892,60
912 892,60	20 000,00	932 892,60

4- La DBM 1 de 2013

4-1 récapitulatif de la DBM 1

Le tableau 5 reprend l'ensemble des ouvertures de crédits faites dans la DBM.

La DBM présentée au vote du CA est de 6 213 783,25€

Tableau 5 : Récapitulatif de la DBM

Composante	Report Programme Pluriannuel			Report Contrat de Recherche			Produits Constatés d'Avance			complément de dotation			Total DBM
	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	
900 UB Présidence			0,00			0,00			0,00		928 198,00	928 198,00	928 198,00
901 Sciences Economiques			0,00			0,00	5 605,36		5 605,36				5 605,36
940 Serv.centraux		3 901 202,28	3 901 202,28			0,00			0,00				3 901 202,28
943 Ctre International			0,00			0,00	841 406,57		841 406,57				841 406,57
947 recherche			0,00	151 147,49	300 342,88	451 490,37	65 880,67	20 000,00	85 880,67				537 371,04
TOTAL DBM 1	0,00	3 901 202,28	3 901 202,28	151 147,49	300 342,88	451 490,37	912 892,60	20 000,00	932 892,60	0,00	928 198,00	928 198,00	6 213 783,25
contrats en RA(pour info)				2 511 214,31	1 620 193,58	4 131 407,89							4 131 407,89
Total ouverture complémentaire (DBM + reports RA)	0,00	3 901 202,28	3 901 202,28	2 662 361,80	1 920 536,46	4 582 898,26	912 892,60	20 000,00	932 892,60	0,00	928 198,00	928 198,00	10 345 191,14

4-2 Réactualisation du budget de l'exercice 2013

La réactualisation du budget permet d'intégrer les données de la DBM et les ouvertures des reports de contrat en ressource affectée et d'évaluer le prélèvement sur fonds de roulement nécessaire ou l'apport en fonds de roulement.

Tableau 6 : Réactualisation du compte de résultat prévisionnel et du tableau de financement abrégé

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES	BP n	DBM1	cpt de résultat prévisionnel après DBM	RECETTES	BP n	DBM1	cpt de résultat prévisionnel après DBM
Personnel	184 720 366	0,00	184 720 366	Subventions Etat	191 683 825	928 198,00	192 612 023,00
Fonctionnement	71 382 355	3 575 254,40	74 957 609	ressources fiscales			
				Autres subventions	10 128 767	2 511 214,31	12 639 981,31
				Autres ressources	59 616 385	932 892,60	60 549 277,60
TOTAL DES DEPENSES (1)	256 102 721	3 575 254,40	259 677 975,40	TOTAL DES RECETTES (2)	261 428 977	4 372 304,91	265 801 281,91
Résultat prévisionnel bénéfice (3 = 2 - 1)			6 123 307	Résultat prévisionnel perte (4=1-2)			
TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)	256 102 721,00	3 575 254,40	265 801 281,91	TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)	261 428 977,00	4 372 304,91	265 801 281,91

TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE

EMPLOIS	BP n	DBM 1	tab financement abrégé après DBM	RESSOURCES	BP n	DBM1	tab financement abrégé après DBM
Insuffisance d'autofinancement				Capacité d'autofinancement			13 155 307
Investissements	12 525 787	6 769 936,74	19 295 724	Subvention d'investissement Etat	1 250 000	1 200 000,00	2 450 000
				Autres subvention d'investissement	350 000	1 620 193,58	1 970 193,58
				Autre ressources			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	12 525 787	6 769 936,74	19 295 724	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 600 000	2 820 193,58	17 575 500,58
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7=6-5)				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8=6-5)			1 720 223,16

Tableau 7 Réactualisation de la présentation des dépenses

		BP 2013	DBM 1	budget 2013 réactualisé
MS	crédits de masse salariale	184 720 366	0,00	184 720 366,00
MSDe	Dépenses décaissables	184 070 366		184 070 366,00
MSDe1	Rémunération du personnel	106 866 357		106 866 357,00
MSDe11	Rémunération principale	92 521 744		92 521 744,00
MSDe12	Rémunération accessoire	7 569 163		7 569 163,00
MSDe13	congés payés			
MSDe14 et MSDe15	primes et gratifications, indemnités et avantages	6 775 450		6 775 450,00
MSDe2	charges de sécurité sociale et de prévoyance	73 509 912		73 509 912,00
MSDe21	Cas pensions + ATI	54 626 137		54 626 137,00
MSDe22	cotisations assédic			
MSDe23	autres cotisations	18 883 775		18 883 775,00
MSDe3	Autres charges de personnels	3 694 097		3 694 097,00
MSDe31	Allocation de retour à l'emploi	762 647		762 647,00
MSDe32	Impôts sur rémunérations	2 344 568		2 344 568,00
MSDe33	Autres	586 882		586 882,00
MS	Charges non décaissables	650 000		650 000,00
MS1	provisions pour charges de personnel	650 000		650 000,00
F	Autres crédits de fonctionnement	71 382 355	3 575 254,40	74 957 609,40
FD	Dépenses décaissables	43 997 415		47 572 669,40
FD1	Matériels et fournitures non amortissables	15 200		15 200,00
FD2	Achat études et prestations	3 231 649	94 257,25	3 325 906,25
FD3	Assurances	334 414		334 414,00
FD4	Impôts	3 300		3 300,00
FD5	fluides et frais de téléphone	7 796 026	188 625,16	7 984 651,16
FD6	locations	728 808	18 919,84	747 727,84
FD7	Maintenances des bâtiments + charges d'exploitation des bâtiments	5 705 935	37 080,35	5 743 015,35
FD8	formation continue des personnels	100 633		100 633,00
FD9	personnel extérieur à l'établissement	471 645	38 160,00	509 805,00
FD10	Autres charges liées au fonctionnement de l'établissement	25 465 355	3 194 370,16	28 659 725,16
FD11	charges financières			
FD111	charges d'intérêts			
FD112	autres charges financières	10 150		10 150,00
FD12	charges exceptionnelles décaissables	134 300	3 841,64	138 141,64
FND	Charges non décaissables	27 384 940		27 384 940,00
FND1	valeurs comptables des éléments d'actifs cédés			
FND2	Dotations aux amortissements	16 032 000		16 032 000,00
FND3	Dotations aux provisions hors charges de personnel	500 000		500 000,00
FND4	Autres charges non décaissables	10 852 940		10 852 940,00
IM	Crédits d'investissement	12 525 787	6 769 936,74	19 295 723,74
IMI	Immobilisation incorporelle	90 310	75 696,75	166 006,75
IMC	Immobilisation corporelle			
IMC1	Bâtiments			
IMC11	Travaux en cours	1 100 000	4 759 967,00	5 859 967,00
IMC12	Autres	13 000	23 979,78	36 979,78
IMC2	Equipement matériel	11 322 477	1 910 293,21	13 232 770,21
IMF	immobilisations financières			
IMF1	remboursement des emprunts			
IMF2	autres immobilisations financières			
IMF3	dettes rattachées à des participations			
TOTAL DES DEPENSES		268 628 508	10 345 191	278 973 699,14

Tableau 8 Réactualisation de la présentation des recettes

		BP 2013	DBM1	Budget 2013 réactualisé
R1	Subventions pour charges de service public	190 663 256	928 198	191 591 454
R11	Ministère de enseignement supérieur (programmes 150 & 231)	190 479 356	928 198,00	191 407 554,00
R12	Subventions autres ministères	183 900		183 900,00
R2	Autres subventions de fonctionnement	10 297 567	1 320 788,69	11 618 355,69
R21	Collectivités locales			
R211	Région	4 388 836	781 947,36	5 170 783,36
R212	Département	3 000		3 000,00
R213	communes et groupes de communes	28 000		28 000,00
R22	Union Européenne	3 040 592	475 997,39	3 516 589,39
R23	Autres subventions de fonctionnement	2 837 139	62 843,94	2 899 982,94
R3	Autres ressources de fonctionnement courant	39 839 281	2 123 318,22	41 962 599,22
R31	Droits d'inscription	1 852 000		1 852 000,00
R32	Redevances sur prestations intellectuelles	230 000		230 000,00
R33	Contrats de recherche			
R331	ANR hors investissement d'avenir	520 569	1 158 631,15	1 679 200,15
R332	ANR investissement d'avenir	4 621 320		4 621 320,00
R333	contrat recherche hors ANR	952 820	31 795,07	984 615,07
R34	Prestations de formation continue	7 339 678		7 339 678,00
R35	Taxe d'apprentissage	3 065 513		3 065 513,00
R36	Autres prestations (études et travaux)	6 813 000		6 813 000,00
R37	Dons et legs et assimilés			
R38	Autres recettes encaissables	14 444 381	932 892,00	15 377 273,00
R4	Recettes exceptionnelles encaissables	0	0	0
R41	produit de cession des éléments d'actif			
R42	Autres recettes exceptionnelles encaissables			
TOTAL FONCTIONNEMENT		240 800 104	4 372 304,91	245 172 408,91
R51	Subventions d'investissement Etat	1 100 000	1 200 000,00	2 300 000,00
R52	Autres subventions d'investissement			
R523	Région	280 000	599 038,65	879 038,65
R524	Département			
R525	Autres	220 000	1 021 154,93	1 241 154,93
R53	Dotations en fonds propres de l'Etat			
R54	Emprunts			
R55	ANR investissement d'avenir			
R56	Autres recettes investissement encaissables			
TOTAL INVESTISSEMENT		1 600 000	2 820 193,58	4 420 193,58
R6	Recettes non encaissables	20 628 873	0	20 628 873
R61	Reprises sur provisions	1 150 000		1 150 000,00
R62	Neutralisation des amortissements	2 000 000		2 000 000,00
R63	Quote part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	7 000 000		7 000 000,00
R64	Autres	10 478 873		10 478 873,00
TOTAL PREVISION DE RECETTES 2013		263 028 977	7 192 498,49	270 221 475,49